

Jean-Louis Chaléard, Marc Lohez
1er février 2000

Le nouveau "miracle" ivoirien : un coup d'état ?

Jean-louis Chaléard est venu nous expliquer les enjeux du bouleversement Ivoirien, le pays alors perçu comme étant le plus stable de l'Afrique ayant connu son premier coup d'état en décembre 1999.

Jean-Louis Chaléard connaît la Côte d'Ivoire depuis un quart de siècle ; spécialiste de géographie rurale, il avait d'abord hésité à parler du coup d'état, mais celui-ci pouvait également s'expliquer par des facteurs géographiques : l'opposition économique et sociale entre le nord et le sud du pays avait permis au pouvoir déchu de monter le sud contre le nord.

Si ce coup d'état faisait partie des possibles, on ne pouvait le donner comme certain, même en décembre à la veille de l'événement ; la côte d'ivoire représentait la stabilité politique au sein d'un continent qui en était tant dépourvu : Félix Houphouët-Boigny avait dirigé le pays de 1960 jusqu'à sa mort en décembre 1993, Henri Konan Bédié lui avait succédé dans la plus parfaite légalité.

Mais voilà qu'à la veille de Noël, des "soldats en guenilles" se mutinent : ils veulent leurs arriérés de paye. Face à l'absence de réponse du pouvoir, ils s'emparent de gages de plus en plus importants : la Radio-TV puis l'aéroport ; ils font enfin appel au général Gueï, qui se proclame le porte-parole des mutins et annonce la destitution d'Henri Konan Bédié. Ce dernier se réfugie à l'ambassade de France, puis dans le camp militaire français avant de partir pour le Togo et de là pour la France. La mutinerie de soldats en guenille s'était transformée en coup d'état pratiquement sans violence, un coup d'état qui se révéla assez consensuel : si l'opposition s'était rallié à Gueï immédiatement, le parti au pouvoir devait suivre quelques jours plus tard !

Ce coup d'état n'avait pourtant rien de miraculeux : il résultait d'une triple crise : économique, sociale et politique. La crise économique avait succédé à la prospérité du "modèle ivoirien" fondé sur l'exportation du cacao, qui avait vu la forêt du sud entièrement défrichée au profit des plantations de cacao. A la fin des années 70, avec la baisse des cours, le miracle était devenu un mirage : les faillites se multipliaient faisant gonfler le chômage. Si au début des années 80 on pouvait encore croire à un phénomène passagé (licencié, on se disait "conjuncture"), à la fin de cette même décennie, la crise était évidente : le chômeur n'était plus celui qui avait été "conjuncture", mais "compressé". A partir de 1994, la dévaluation du Franc CFA et la remontée des cours avaient apportées une accalmie qui avait cessé en 1998. De plus, la lenteur des réformes économiques et les détournements de fonds provoquaient la suspension des aides internationales.

C'est aussi une crise sociale : le chômage urbain s'accompagne d'un problème foncier en milieu rural : il n'y a plus de forêt à défricher ; or, le défrichement a reposé sur la venue de gens originaires du centre du pays (Baoulé) et du nord (Ivoiriens et étrangers, surtout burkinabè) : dans les campagnes du sud, les allochtones, devenus planteurs, sont plus nombreux que les autochtones. Ceux-ci ne peuvent plus migrer en ville du fait du chômage urbain ; on assiste même à un retour de jeunes vers les campagnes : si certains sont

dynamiques, développant des cultures intensives, des coopératives, beaucoup sont privés d'accès à la terre et contribuent à faire monter la xénophobie. H. Konan Bédié n'a pas l'attitude de "père de la nation" de F. Houphouët-Boigny. Il a lancé un discours d'exclusion à l'égard des étrangers avec la notion "d'ivoirité". En novembre, des émeutes avaient éclaté contre les Burkinabé dans le sud-ouest. Les gens du nord, culturellement proches des populations des pays voisins et dont les noms sont souvent semblables (Mali, Burkina Faso, par exemple) se sentent également exclus. La crise sociale débouche sur une dérive ethnique.

La crise politique provient en partie de cette attitude, car le gouvernement avait utilisé cette notion d'ivoirité pour éliminer l'un de ses principaux opposants. En 1990, F. Houphouët-Boigny avait du accepter le multipartisme et avait créé un poste de premier ministre ; celui-ci fut confié à A. Ouattara, un haut fonctionnaire international. En cas de vacance du pouvoir, celui-ci revenait au président de l'assemblée, alors Henri Konan Bédié. La mini-guerre de succession qui suit la mort de F. Houphouët-Boigny en 1993 tourne donc à l'avantage de Henri Konan Bédié. Cela provoque une scission au sein du PDCI au pouvoir, Ouattara se mettant à la tête du RDR. En 1995, les partis d'opposition (RDR, FPI) boycottent les élections présidentielles et Konan Bédié est facilement élu ; mais Ouattara se déclare candidat pour les élections présidentielles de 2000 : le pouvoir va alors déclencher une campagne contre lui ; il est accusé d'être étranger, d'avoir des faux papiers...

Une des manifestations de soutien à Ouattara tourne mal et le pouvoir n'hésite pas à emprisonner les organisateurs comme Henriette Diabaté, une universitaire de renom. La campagne contre Ouattara augmente la suspicion contre les gens du nord. Mais cette utilisation de la haine inquiète de nombreuses couches de la population qui ne tiennent pas à la guerre civile : aussi apporteront-elles bien peu de soutien à Konan Bédié au moment du coup d'Etat. De plus, Bédié a commis l'erreur de ne pas "soigner" ses militaires et de trop faire confiance au soutien français : une fois le coup d'état engagé, les velléités d'interventions ont été vite balayées.

Depuis le coup d'état, le général Gueï semble tenir ses promesses d'aller vers le rétablissement de la démocratie (formation d'un gouvernement d'union, création d'une commission consultative électorale qui doit également accoucher d'une constitution...). Gueï se réfère à de Gaulle et à Houphouët-Boigny ; ancien St-Cyrien, il fait partie de la bourgeoisie ivoirienne et n'a donc pas les mêmes motivations que les autres militaires qui avaient pris le pouvoir en Afrique dans les années 1960-1970. Mais les problèmes de fond ne sont pas résolus : les cours du cacao sont au plus bas et le fossé nord/sud est désormais très difficile à combler.

Jean-Louis Mathieu amorce les débats avec la question du facteur démographique : la croissance énorme de la population qui atteint des taux records dans les années 80 n'a-t-elle pas contribué à accentuer les tensions ? J-L Chaleard rappelle alors que la densité ne dépasse pas une quarantaine d'hab/km² : pour lui, la croissance naturelle n'a pas été un problème car le sud du pays était très peu peuplé (2/3 hab/km² au SW du pays il y a 40 ans), mais cela peut tout de même jouer dans un contexte de manque de terre ; de même, le pays a eu beaucoup de mal à maintenir ses taux d'équipement, son niveau d'alphabétisation, etc.

La plus grande part du débat a été consacrée aux tensions ethniques et religieuses, bien que J-L Chaléard n'aime guère en parler. Pour lui, si des groupes sociaux différenciés existaient auparavant, les ethnies ont surtout été fixées par la colonisation qui a figé ces différences ; c'est elle qui a construit l'ethnie comme concept. J-P Dozon a montré que l'ethnie Bété n'existait pas en tant que telle avant la colonisation. D'autres niveaux de "définition" des

populations sont parfois plus pertinents : ainsi les populations du centre du pays de caractérisent d'abord par l'appartenance à telle ou telle petite région (héritées des anciens royaumes précoloniaux).

La famille ou le pays sont d'autres référents identitaires parfois plus pertinents. Et les tensions ethniques n'étaient pas inévitables : c'est Konan Bédié qui les a provoquées. Lorsque Giulio Romero et un auditeur ivoirien évoquent la répartition des ethnies qui dans la région ne coïncide pas avec les frontières issues de la colonisation, Jean-Louis Chaléard montre que cela n'est pas toujours vrai : ainsi les travaux de B. Stary sur les frontières en Afrique de l'ouest montrent des situations plus complexes, des ethnies s'étant forgées de part et d'autres de frontières. Pour le reste de l'Afrique, Jean-Louis Chaléard tient le même discours : dans le cas de l'Ouganda, ce qui existait avant la colonisation, ce n'était pas des ethnies ; on a attisé les différences.

De même, à la suite d'une question sur l'aspect religieux des différences nord/sud (musulmans au nord chrétiens/animistes au sud), Jean-Louis Chaléard affirme que là encore, il ne faut pas caricaturer : il n'y a pas de conflits religieux en Côte d'Ivoire ; les grandes fêtes religieuses de toutes les religions sont chômées ; mais il est vrai que M. Ouattara a été "accusé" d'être musulman : cela commence à poser des problèmes.

Enfin, le "diagnostique" de Jean-Louis Chaléard, distillé au fur et à mesure du débat, tient compte de la part qu'il faut réserver à cette dimension "ethnique" : pour lui, le Coup d'Etat a arrêté un processus à la congolaise. D'autre part, la population ivoirienne, très calme depuis le coup d'Etat, ne veut pas tout perdre de cette prospérité et de cette stabilité qui fait sa différence avec les autres pays africains. Les partis politiques ne se définissent pas d'abord comme ethniques, mais selon des enjeux nationaux : le RDR de Ouattara est libéral, prêt à appliquer le programme du FMI, le FPI est social-démocrate ; quand au PDCI qui se cherche, certains de ses membres sont prêts à proposer la candidature... du général Gueï à la présidence.

Toutefois, les insultes utilisant des sous-entendus "ethniques" fusent par journaux interposés et Jean-Louis Chaléard se demande si la Côte d'Ivoire peut connaître le même scénario que le Ghana voisin, à des décennies de distance : dans les années 60 la faim de terre avait entraîné l'expulsion des Voltaïques : le Ghana s'était alors effondré.

Compte-rendu : Marc Lohez